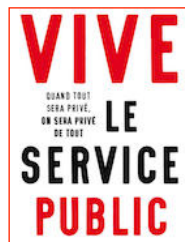


La provocation est une façon de remettre la réalité sur ses pieds. Bertolt Brecht

le journal des retraité·e·s de Chaumont



<https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>

Syndicat **CGT** des retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont - N° 350 - Samedi 29 Juillet 2023

HAUSSE DE L'ÉLECTRICITÉ, INFLATION, LIVRET A EN RADE, COÛT DE LA RENTRÉE SCOLAIRE... ET APRÈS LE REMANIEMENT MINISTÉRIEL, ÊTES-VOUS APAISÉS ?

UN PRÉSIDENT HORS SOL...

Il devait se produire le 14 Juillet au terme de « 100 jours d'apaisement ». Il l'avait décrété et planifié ainsi. Il espérait combler le fossé laissé béant par le passage en force sur les retraites. La mort dans des conditions inadmissibles d'un jeune de 17 ans a rouvert une autre plaie : celle des quartiers populaires laissés à l'abandon. L'insoutenable séquence vidéo du tir policier et la fausse déclaration pour couvrir cet acte ont rouvert la boîte de Pandore.

La révolte qui a suivi a déclenché un dispositif répressif de grande ampleur et une justice aussi expéditive que lourde vis-à-vis des très jeunes interpellés. Une fois de plus la répression sans la prévention et aucun règlement sérieux de la situation.

Un jeu de chaises musicales dans le clan resserré de la famille macroniste n'a pas apporté plus d'apaisement. A peine nommés, plusieurs ministres font déjà l'objet de contestations voire de suspicion. Et ceux qui restent en place n'en sont pas exonérés. Le ministre de la Justice lui-même, en première ligne pour réclamer « *une réponse rapide, ferme et systématique contre les émeutiers* », reste en poste bien que mis en examen et menacé d'un procès par la Cour de justice de la République.

Dix jours de délai et 17 000 kilomètres ont été nécessaires pour tenir, en Nouvelle-Calédonie, le grand discours promis. Voilà bien des distances prises dans le temps et l'espace qui n'excusent pas pour autant celles prises avec la réalité vécue par une large majorité de la population. Remplacer la devise républicaine « **Liberté, Égalité, Fraternité** » par l'aboiement répété « L'ordre, l'ordre, l'ordre » n'apporte aucune réponse aux problèmes que chacun.e se pose au quotidien. À l'inverse, au regard de l'État de droit, de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de la justice, Macron laisse le champ libre aux déclarations inadmissibles de ceux à qui le respect de l'ordre est confié.

Les non-dits, les silences et les ambiguïtés ne sont pas de mise face aux menaces ouvertes de sédition. Les forces dites de l'ordre doivent, d'abord et avant tout, assurer la protection de la population.

La vitalité de la République sociale et démocratique est en partie à ce prix qui garantit le débat, même conflictuel, sur les innombrables problèmes à résoudre.

G. TARDENOIS



L'HOMMAGE À NAHEL, FRESQUE RÉALISÉE PAR SUPS ONER (LOÏC THIÉRY), AU SKATE PARK, CENSURÉE PAR LA MAIRIE DE CHAUMONT ! (Photo Le Jhm) **PAGE 3**

«ÉGALITÉ-SANTÉ» : COMBAT POUR UN PROJET INÉQUITABLE **P 4**

LE BILLET À RACHID : À PROPOS DE L'AMOUR **P 2**

EXTRÊME DROITE, HISTOIRE DE VOITURES ET DE PRINCIPES **P 2**

ÉLECTRICITÉ, 10% DE HAUSSE AU 1ER AOÛT, NOUVEAU COUP DUR POUR LE POUVOIR D'ACHAT **P 3**

SANTÉ ; UN MINISTRE SUR MESURE **P 4**

> Extrême droite

HISTOIRE DE VOITURES ET DE PRINCIPES

Nous reproduisons ci-dessous, l'article de Lionel Thomassin, paru dans L'Affranchi à propos de la banalisation des idées d'extrême droite au plan national mais aussi dans notre département. Avec l'aimable autorisation de L'Affranchi et de l'auteur de l'article.

Faudra-t-il le répéter encore et encore : « Le RN n'est pas un parti comme les autres ». Il est issu d'une idéologie mortifère pour les valeurs républicaines et il en porte toujours les germes.

Le JHM nous a gratifié dernièrement d'une balade «dans la voiture de la députée RN, Laurence Robert-Dehault»; histoire de nous montrer comment elle interagit avec ses électeurs. Mais le journaliste a beau essayer de prendre toutes les distances qu'il veut, sa démarche ne tient pas vraiment la route.

Dans cet article, Mme Robert-Dehault se plaint de ce que le président du Conseil départemental et le maire de Saint-Dizier refusent de travailler avec elle. Mais comme ils ont raison !

Comme le disait si bien le résistant, compagnon de la Libération, Jean-Pierre Vernant : «On ne discute pas recettes de cuisine avec des anthropophages. Je ne souhaite ni partager leur repas, ni les inviter à ma table». En clair : la démocratie ne peut pas laisser de place à ceux qui veulent sa mort. Elle ne peut que les combattre».

Or, la tendance actuellement est à la banalisation de l'extrême droite et de ses idées. Et ça marche.

N'avons nous pas tous connu dans le passé des jeunes inconscients, n'ayant pas encore l'âge de passer le permis de conduire, qui s'emparaient d'une voiture

pour faire les malins et s'offrir des sensations. On les condamnait. Mais il ne venait à l'idée de personne de dire qu'il fallait les arrêter en leur tirant dessus, même sans intention de les tuer.

On pourrait citer nombre d'exemples qui montrent que, petit à petit, les idées totalitaires font leur chemin dans la société. C'est l'œuvre des politiques et des médias qui les servent.

Les atteintes aux libertés et à la démocratie ne se comptent plus. Mais il y a plus grave encore. C'est l'idée, instillée principalement par le RN, Eric Zemmour et les antennes de Bolloré, que le Français blanc appartient à une race supérieure. Les autres, les soi-disant immigrés (en réalité, ceux qui n'ont pas la bonne couleur, ni la bonne religion) seraient une menace pour le pays.

Ça ne vous rappelle rien ? Jusqu'où peuvent mener de telles idées quand les discours se font de plus en plus violents et les clivages toujours plus prononcés ? L'engrenage est lancé. Il serait coupable de ne pas le bloquer.

L'équation est pourtant simple à résoudre : ceux qui ne se reconnaissent pas vraiment dans le triptyque universaliste et fondamental de notre République («Liberté, Egalité, Fraternité») n'ont rien à faire dans notre débat public.

LIONEL THOMASSIN

La citation de la semaine

Il faut que le public sache bien quel est le processus du fascisme (...), qu'il comprenne qu'il y a toujours dans un pays donné des gens qui s'unissent pour faire passer en fraude une dictature.

Jean VILAR

LE PAVÉ À RACHID



À PROPOS D'AMOUR

Bon, je le reconnais, j'ai poussé le bouchon un peu loin avec mon billet « Stéphane Martinelli, l'homme qui n'aime pas les Chaumontais ». C'était trop définitif et comme le disait Pierre Dac : « Rien de ce qui est fini n'est jamais complètement achevé tant que tout ce qui est commencé n'est pas totalement terminé ». N'est-ce pas...

Stéphane Martinelli, contrairement à ce que j'affirmais, a déclaré la main sur le cœur et non -pour une fois- sur le porte-monnaie qu'il aime les Chaumontais. Dont acte. Mais, est-ce que les Chaumontais aiment Martinelli ? That is the question. Et that is une autre paire de manches par la même occasion...

Question obsédante s'il en est pour un président qui veut passer à la postérité et être aimé du bon peuple de l'Agglo.

Or, il ne faut pas chicaner et je le dis à Stéphane Martinelli en toute honnêteté : parler Agglo, dans la tête des Chaumontais, c'est synonyme d'impôts, de fric, de flouze, de blé et d'oseille...

Palestra ? On parle augmentation du prix des places et du privé qui gère tout ça au mieux de ses intérêts, pas de ceux du territoire. Idem pour le Volley où l'on fait voter une convention avant même d'en avoir discuté avec le club, quand pour faire venir des spectacles on va filer 100 000 boules aux producteurs.

Et l'on peut égrener tous les petits soucis qui nous tombent sur le râble, ordures ménagères, transports, etc. À tous les coups, on nous parle fiscalité, taxes, imposition, contribution. On attend le retour de la dîme, de la taille et de la gabelle...

Bon, il est de notoriété publique que Stéphane Martinelli travaillait à la Direction générale des impôts, mais il est temps, grand temps, cher (!) président de revêtir enfin les habits d' élu œuvrant pour le bien commun. Il s'agit là d'un conseil amical. En effet, une étude historique poussée nous montre qu'aucun percepteur n'est jamais passé à la postérité.

Un ami m'a rétorqué : si, il y en a au moins un, le shérif de Nottingham ! C'est vrai, mais entre nous, en parlerait-on s'il n'y avait eu Robin des Bois ?

RACHID DES BOIS (DE CHOIGNES LE HAUT) - 26 juillet 2023

MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité est entendu. Merci à Jacqueline, Sylvie, Robert, Jacques, Francis, Jean, Christian, Josiane, Denise, James, Jacqueline, Bernard, Jean-Pierre, Jacky, Gérard, Marie, Nicole, Xavier, Michèle, Maurice, Alain, Marie-Claire, Mustafa, Michel, Chantal, Jacques, Jean-Claude et Gillette, Arlette, Marine, Patrice, Michel, Denis et Fanfan, François, Élise, Jean-François, Franck, Josette, Laurent, Jean-Pierre, Jean-Louis, Anne-Alexandra, Liliane, Lucienne, Gérard, Anne et Franck, Josette, Michel et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Nom et Prénom : Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

> Électricité : 10% de hausse au 1er août

UN NOUVEAU COUP DUR POUR LE POUVOIR D'ACHAT

Après une première augmentation de 15% en février 2023, le gouvernement annonce une nouvelle hausse des tarifs de l'électricité de 10 % au 1er août et la sortie progressive du bouclier tarifaire.

Ces mesures s'ajoutent à la suppression des tarifs réglementés du gaz depuis le 1er juillet. De nombreux usagers de l'électricité et du gaz sont aujourd'hui confrontés à de réelles difficultés pour payer leur facture énergétique.

Les coupures de fourniture ou les réductions de puissance pour impayés sont passées de 702 000 à 767 000 en 2022. En cause, la privatisation d'EDF en 2004 et les tarifs de l'électricité qui ont doublé pour engraisser toujours plus les sociétés privées comme TotalEnergies, Eni, Mint Energie, Sowee, Ekwateur, mais également l'État français.

Le gouvernement nous fait les poches pour son compte, pour celui des rapaces financiers et des actionnaires. C'est la logique de profit -qui n'existait pas avec le service public nationalisé-, sous la houlette de l'Union Européenne qui a imposé au secteur public de l'Energie une libéralisation à marche forcée et conduit au démantèlement d'EDF-GDF.

L'ouverture à la concurrence devait, soi-disant, faire baisser les prix pour les usagers devenus des clients. Elle exige désormais la fin des tarifs réglementés en 2023. Cette nouvelle hausse va plomber les budgets, en particulier celui des familles populaires qui ont déjà du mal à payer leurs factures d'énergie.

Sortir des logiques concurrentielles, reconnecter les prix de l'électricité au système de production français et déterminer les tarifs réglementés de vente sur la base des coûts de production d'EDF, c'est la solution de bon sens pour des factures maîtrisées.

La rentrée s'annonce plus que difficile avec une inflation toujours considérable sur l'alimentation et une augmentation de 10% des fournitures scolaires.

MARIE-ROSE PATELLI

SIGNEZ LA PÉTITION

Depuis 2017, les retraité-e-s ont perdu au minimum 10% de leur pouvoir d'achat. Cette situation est liée au refus du gouvernement de prendre réellement en compte l'inflation qui dure (en particulier sur les produits de 1ère nécessité) malgré les discours officiels.

Face à cela, les organisations UCR-CGT/UCR-FO/CFTC/CFE-CGC/FSU/SOLIDAIRES/FGR-FP/LSR/E&S-UNRPA vous invitent (que vous soyez retraité.es ou non) à signer la pétition :

https://www.change.org/p/10-d-augmentation-imm%C3%A9diate?source_location=search



PRENEZ CONTACT / ADHÉREZ

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

MAIL : TÉLÉPHONE :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Téléphone 06 79 61 00 78

RETOURNER : SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT 24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC - 52000 CHAUMONT

> Graff censuré à Chaumont

LA SECONDE MORT DE NAHEL

A Chaumont, au skate Park, Nahel est décédé une seconde fois, effacé d'un sombre voile blanc. La liberté d'expression l'a accompagné. Son prénom, juste son prénom, tracé par Sups Oner (Loïc Thiéry), sur un graff talentueux, une des expressions culturelles de sa génération, a suffi à faire trembler la Sûreté municipale.

C'est vrai, Nahel était un petit délinquant, comme des milliers de ses frères et sœurs, englués depuis des générations dans la misère des « cités », décrochés et décrocheurs de tout, ne connaissant que la marginalisation et la répression de cette marginalisation, livrés aux trafics, aux humiliations et aux violences, témoins de nos échecs successifs d'intégration. C'est peut-être cela qu'inconsciemment on leur reproche, être témoins de notre impuissance. Etait-ce une raison pour l'abattre sous couvert d'une loi ambiguë permettant toutes les interprétations ? A-t-on seulement pensé que le geste destructeur et violent de gommer son prénom pouvait être perçu comme une provocation et déclencher, lui, de la violence, alors que la ville a été paradoxalement paisible. La paranoïa sécuritaire est dangereuse.

Chaumont s'enorgueillit d'être la ville de l'Affiche et du graphisme, d'offrir un espace pour pratiquer librement le street art et le graffiti mais sous contrôle, apparemment, et quand ce contrôle est exercé par un adjoint à la sécurité, il y a lieu d'être inquiet. Et quand on fait l'amalgame de ce graffiti avec des croix gammées, c'est proprement scandaleux. Cela rappelle des périodes sombres où l'art était soit au service d'une propagande d'Etat, soit censuré.

L'ambition d'être une ville qui ouvre ses portes, ses murs et ses salles d'exposition à l'expression, oblige à une réflexion sur la fonction artistique, la liberté de l'artiste, l'impertinence de l'œuvre, sa fonction sociale, sous peine d'être vite discréditée.

LOUIS LAPRADE

LIVRET A : UNE ENTOURLOUPE

Le 1^{er} août prochain, le taux du Livret A sera maintenu à 3 % alors qu'il aurait dû être rehaussé à au moins 4 %. C'est la nouvelle entourloupe de Macron et de son ministre des Finances.

Nous reviendrons sur cette question dans notre prochain journal. Un mauvais coup de l'été supplémentaire. Avec cette mesure, le pouvoir d'achat de dizaines de millions de détenteurs est rogné de plus de 5 milliards d'euros...

«ÉGALITÉ-SANTÉ» : COMBAT POUR UN PROJET INÉQUITABLE

«La Voix de la Haute-Marne» - qui refuse de publier nos communiqués - reprend une fois de plus les propos trompeurs de la très mal nommée association «Egalité-Santé».

Il est question du recours auprès du tribunal administratif lancé contre le projet de l'Agence régionale de santé (reconstruction de deux hôpitaux à Langres et Chaumont, avec plateau technique unique à Chaumont).

Rappelons ici, une fois de plus, que nous sommes d'accord avec l'association lorsqu'elle explique que, sans chirurgie et médecine de pointe, l'hôpital de Langres ne pourra pas assumer correctement les urgences. Il est évident qu'on s'apprête à léser les Langrois. Mais faut-il pour autant pénaliser les habitants de Chaumont et du centre-nord du département ?

Car, au lieu de défendre les spécificités de son hôpital, «Egalité-Santé» se bat pour l'inverse, avec cette petite nuance que l'hôpital avec plateau technique unique se situerait à Rolampont (donc près de Langres).

L'hebdomadaire départemental nous gratifie d'une remarque croquignollette : «L'association se défend d'une quelconque rivalité avec Chaumont, préférant voir l'intérêt général». Tu parles Charles ! Les déclarations des élus du sud de la Haute-Marne, qui soutiennent «Egalité-Santé», sont sans ambiguïté. L'envie d'en découdre avec Chaumont s'est très (trop !) librement exprimée ; y compris dans les journaux départementaux, qui jouent encore bien souvent les pyromanes.

«Egalité-Santé» tente toujours et encore de faire croire que Rolampont est central. Ce qui est totalement faux. Nous l'avons déjà montré, sachant d'ailleurs que le secteur de Chaumont est deux fois plus grand que celui de Langres.

Alors on nous dit que Rolampont c'est mieux parce que, pour les médecins de Dijon, ça fera un peu moins loin. Mais que représente le déplacement hebdomadaire d'un médecin par rapport aux va-et-vient quotidiens de centaines d'employés et de milliers de patients ?

«Egalité-Santé» affirme aussi que 70 % de la population habite en zone rurale et doit donc se déplacer de toutes façons. En réalité, on est plutôt à 82 % pour le secteur de Langres et 65 % pour celui de Chaumont. Mais qu'importe ! Allez donc expliquer à un habitant de Doulaincourt ou de Bar-sur-Aube qu'aller à Chaumont ou à Rolampont, c'est la même chose !

Et, pour illustrer son article, «La Voix de la Haute-Marne» nous ressort une photo de la manifestation qui a rassemblé 2 200 personnes à Langres. Mais elle oublie de préciser qu'à l'époque, il s'agissait de défendre l'hôpital de Langres (pas le projet fumeux de Rolampont) et que des Chaumontais, soucieux d'équité, participaient à cette manifestation.

DANGEREUSE POLITIQUE

A force de déverser, semaine après semaine, de fausses informations, sans quasiment laisser la place à un autre son de cloche, la presse à vocation départementale attise les rancœurs du sud envers le centre. On sait à peu près quel parti va profiter de tout cela.

Le plus gênant reste que les élus départementaux ne s'expriment pas sur le sujet. C'est tout de même à eux de rétablir les vérités. Mais, pour être au clair avec eux-mêmes, il faudrait qu'ils défendent un vrai projet langrois. Ceux-là se disent que, puisque l'ARS est fixée sur un plateau technique unique, le placer à Chaumont est un moindre mal.

Ils peuvent d'ores et déjà s'en mordre les doigts.

ELTÉ



UN MINISTRE SUR MESURE

Que penser du remaniement du ministère de la Santé ? Seulement un an après sa nomination, Braun est remercié alors que ce domaine essentiel de la vie des Français, dépouillé, sacrifié, aurait besoin de sécurité, de perspectives, d'investissements à long terme, tant pour les personnels que pour les patients.

Faut-il y voir une impuissance de Macron à développer un projet de santé à la hauteur des enjeux ? Une pression du secteur privé pour accélérer la poursuite de la casse du secteur public ? Une indigence politique à s'affranchir d'une autosatisfaction présidentielle ? Un peu de tout cela, sans doute.

Il est certain qu'Aurélien Rousseau, le nouveau promu à la Santé présente un pedigree à la hauteur de ce qui est préconisé pour être ministre en macronie. Après une courte crise de jeunesse au PCF, il flirte avec le parti socialiste comme Macron, Borne, Dussopt et d'autres, pour vite s'en affranchir et épouser les idées ultralibérales.

Nommé directeur de l'ARS d'Ile-de-France, il démantèle avec zèle l'hôpital public, installe le privé, ferme les yeux sur le scandale ORPEA. Les professionnels de santé sont très inquiets de sa nomination dont la mission est sans doute de poursuivre sur tout le territoire la même politique. Il a réussi de belles alliances, son beau-père et son beau-frère sont élus députés Renaissance.

Enfin, pour être idéalement complet avec le profil de l'emploi, sa femme est actuellement numéro deux de la Caisse nationale de l'assurance maladie, donc sous la tutelle de son mari-ministre, après être passée chez McKinsey, cabinet conseil de Macron et de Philippe.

Cette situation ne respecte pas la déontologie, mais il est vrai que sous Macron le conflit d'intérêt est un label.

LOUIS LAPRADE



Dessin de Fred Sochard paru dans Mediapart